

[Texte]

language teaching. I am a great fan of that, and I think that is fully consistent with our country being one with two official languages. I think it is something we should capitalize on. It is an asset. It is a bonus for us as a society. We see in the west, for example, the provinces there which have made great strides in this area, and we would like to see that enhanced in other parts of the country as well.

If funds are available, those are three key areas. But I do not want to denigrate any other area that I have not thought of. But they are three things I am focusing on at the moment.

Le président: Monsieur Veillette.

M. Veillette: Monsieur le ministre, j'ai pris connaissance de plusieurs mémoires et j'ai pu me rendre compte qu'on demandait toujours au gouvernement ou à la population en général de faire quelque chose pour les minorités visibles.

• 1105

J'ai retenu une phrase que vous avez dite tout à l'heure en parlant des immigrants: ceux qui n'aiment pas le Canada ne sont pas obligés d'émigrer au Canada.

Seriez-vous en faveur de mettre sur pied un genre de code d'éthique qui préciserait les conditions fondamentales pour émigrer au Canada? Quand je parle de conditions fondamentales, je parle de l'obligation d'apprendre l'anglais ou le français, de l'obligation de se conformer aux règlements de la construction, à savoir qu'ils doivent porter un chapeau de sécurité, de l'obligation de se conformer à tous ces règlements qui font partie de la vie courante au Canada. Je pense que si l'émigrant connaissait ces règlements-là avant de venir au Canada, il n'aurait pas de raisons de se plaindre en arrivant. Il dirait tout simplement: Oui, je le savais avant de venir; maintenant, je dois me conformer à ces règlements-là.

M. Collenette: Monsieur le président, mon Ministère n'est pas vraiment responsable de cet aspect des choses que soulève M. Veillette. C'est la responsabilité du ministère des Affaires extérieures. Mais, comme je le disais à M. Murta, nous discutons, au niveau du Cabinet, de l'aspect multiculturel de toutes nos politiques. Pour ma part, je pense que les centres d'immigration dans les autres pays font état de la vraie nature du Canada.

M. Veillette: Le portrait du Canada.

M. Collenette: Oui, le portrait du Canada, avec les deux langues... Je me souviens, quand j'étais garçon, à Londres, qui est dans un pays dont la langue principale est l'anglais, on disait au *Canada House* qu'il existait deux langues officielles et qu'une partie de notre pays avait le français comme langue principale. C'était en 1957. Je pense que maintenant, le vrai portrait n'est pas celui d'un pays avec deux langues officielles, mais celui d'un pays multiculturel.

[Traduction]

même priorité, si vous voulez. D'abord, il y a évidemment les relations entre les races; deuxièmement, les diverses cultures et l'éducation; et troisièmement, l'apprentissage des langues de patrimoine. C'est une activité que j'appuie avec beaucoup d'enthousiasme, et je crois que ça concorde parfaitement avec notre politique des langues officielles. Nous devrions essayer de profiter de cette situation. Cela constitue un atout, c'est une prime qui s'adresse à toute la société. Dans l'Ouest, par exemple, certaines provinces ont fait beaucoup de progrès dans ce domaine, et nous aimerions réaliser autant de progrès dans d'autres régions du pays.

Si les fonds sont disponibles, voilà les trois domaines prioritaires. Mais je ne veux surtout pas négliger d'autres domaines auxquels je n'aurai peut-être pas pensé. Pour l'instant, toutefois, je voudrais accorder la priorité à ces trois domaines.

The Chairman: Mr. Veillette.

Mr. Veillette: Mr. Minister, having read several briefs, I have come to realize that the government or the general population is always being asked to do something for visible minorities.

I remember one phrase you used earlier in relation to immigrants: you said, those who do not like Canada do not have to come here.

Would you be in favour of establishing a sort of code of ethics specifying basic conditions for immigration to Canada? When I say basic conditions, I mean, for instance, the requirement to learn English or French, to comply with construction regulations—for instance, the requirement to wear a safety hat, or to comply with other regulations which are all part of every day life in Canada. I believe if an immigrant were aware of these regulations before coming to Canada, he would have no reason to complain once he got here. He would simply have to accept the fact that he knew about them before coming, and consequently has no other choice but to comply with them.

Mr. Collenette: Mr. Chairman, my department is not really responsible for the type of thing Mr. Veillette is talking about. Those things are really the responsibility of the Department of External Affairs but, as I was saying to Mr. Murta, we discussed the multicultural aspect of all our policies in Cabinet. Personally, I have the impression that immigration centres located in other countries try to make immigrants aware of living conditions in Canada.

Mr. Veillette: An overall picture of life in Canada.

Mr. Collenette: Yes, a picture of life in Canada, with the use of both languages... I remember when I was a young boy in London, where the main language is English, that at Canada House, they would say there were two official languages in Canada and part of our country had French as its main language. That was in 1957. Nowadays, I think the true picture of Canada is not one of a country with two official languages, but of a multicultural country.